

Après la crise sanitaire, des turbulences sur les formations en aéronautique

La MFR IMAA de Cruseilles, qui forme des mécaniciens de l'aviation, est inquiète : elle n'a pas assez de jeunes en contrat d'apprentissage pour la rentrée, faute d'entreprises prêtes à les embaucher.

À Cruseilles, la Maison familiale rurale (MFR) instruction, maintenance aéronautique et automobile (IMAA) est l'un des plus anciens centres français de formation d'apprentis en mécanique aéronautique. Quarante-vingt-dix jeunes venus de toute la France y préparent en alternance un bac pro aéronautique, que beaucoup complètent par une mention complémentaire en maintenance des moteurs d'avions, d'hélicoptères ou en avionique (les systèmes électroniques et informatique des appareils). L'établissement privé est agréé par l'aviation civile et ses diplômés sont très recherchés. Zéro chômage à la sortie.

« Le métier était en plein essor »

« Le métier était en plein essor, toutes les entreprises étaient à la recherche de mécanos. Il y avait de gros besoins, on nous appelait pour nous de-



Patrick Guyon, directeur de la MFR IMAA de Cruseilles : « Les familles appellent pour nous demander comment trouver une entreprise. » Photo Le DL/M.R

mander des CV » explique Patrick Guyon.

Si le directeur de la MFR parle au passé, c'est que la crise sanitaire est passée par là. Depuis mars, le ciel s'est chargé d'inquiétantes turbulences qui secouent l'école, ses élèves et ses 20 salariés.

Car avec l'interruption quasi totale du trafic aérien français et mondial, à l'exception notable du fret, une bonne partie des ateliers de maintenance qui embauchaient des apprentis dans les zones aéroportuaires ont suspendu leurs recrutements.

« Les entreprises sont frileuses, elles cherchent surtout à survivre, certaines vont probablement fermer. Les jeunes en recherche de contrat sont bloqués. Aujourd'hui encore (NDLR : le 25 mai), un élève qui entre en seconde a appelé pour dire que l'employeur qu'il

avait trouvé ne le prendra finalement pas » soupire Patrick Guyon.

Résultat, le CFA est loin d'avoir fait le plein d'élèves pour la rentrée de septembre. « Alors qu'il nous faudrait 60 à 70 nouveaux contrats, on est à peine entre 15 et 20, faute d'employeurs. Les familles appellent pour nous demander comment trouver une entreprise. »

Cette situation pourrait, si elle se prolongeait, mettre en péril la structure de formation et ses emplois : la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a en effet modifié le financement des CFA, qui dépend désormais du nombre d'apprentis ayant signé un contrat d'apprentissage avec une entreprise, en vertu du système du « coût au contrat ».

La MFR n'en est toutefois pas encore là. Patrick Guyon veut croire que « tout va repartir en septembre ou octobre, même si ce n'est pas aussi bien qu'avant. » Il ne manque pas de projets pour son école bientôt trentenaire, comme celui de créer une unité de formation à Genève, une zone de débouchés importants pour les mécaniciens aéronautiques.

Muriel ROTTIER